L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 76 RUE DES CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

DIMANCHE MATIN, 22 JUIN.

FRANCE,

Voici le texte de la lettre par laquelle M. de Broglie a notifié au gouvernement suisse la nomination du maréchal Mac-Mahon comme président de la République française :

A Monsieur le comte de La Londe, Chargé d'affaires à Berne.

Monsieur, — L'Assemblée nationale, représentant la souveraineté nationale, a accepté, dans la séance du 24 courant, la démission de M. Thiers et a chargé M. le duc de Magenta, qui le remplace, de prendre la présidence de la République.

Je m'empresse de vous faire connaître cet événement, et vous autorise à donner connaissance de cette dépêche à M. le président de la Confédération.

Recevez, monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

Signé : BROGLIE.

Voici la réponse du gouvernement suisse :

A Monsieur le docteur Kern, ambassadeur du gouvernement suisse à Paris.

Monsieur le ministre,

Le chargé d'affaires du gouvernement français, M. le comte de La Londe, vient de communiquer au Président de la Confédération helvétique une dépêche de M. le duc de Broglie, ministre des affaires étrangères, par laquelle il annonce la nomination officielle du maréchal Mac-Mahon.

Le conseil de la Fédération vous charge d'exprimer au maréchal Mac-Mahon les vœux qu'il continuera de faire pour le bonheur de la France et le développement de ses institutions républicaines.

La Fédération suisse est heureuse d'avoir l'assurance que le gouvernement français gardera pour la Suisse l'amitié et le bon vouloir dont la France a donné des preuves à diverses reprises.

Le conseil de la Fédération, de son côté, fera son possible pour sauvegarder et fortifier les relations qui relient les deux peuples.

En vous faisant l'interprète de ces sentiments, vous voudrez bien, monsieur le ministre, ajouter à cette assurance les expressions des vœux que le conseil fédéral forme pour la personne de l'homme illustre à laquelle la confiance de l'Assemblée nationale a mis le pouvoir exécutif.

Agréez, etc., etc.

Au nom du conseil de la Fédération :

Le président,

SCHERER.

Le chancelier de la Fédération,

SCHIESS.

Les préfets des départements ont reçu la dépêche suivante :

Versailles, le 5 juin 1873.

CONFIDENTIELLE.

Monsieur le préfet, depuis plusieurs jours, on fait circuler dans quelques grandes villes des formules d'adresses tendant toutes à apprécier dans un sens soit favorable, soit hostile, les événements parlementaires du 24 mai.

Le gouvernement croit être l'interprète fidèle des sentiments de la Chambre, en manifestant les siens. Il croit pouvoir ajouter qu'il sait, quoi qu'en soit l'esprit, de pareilles manifestations n'aboutiraient qu'à agiter inutilement le pays, qui éprouve un si impérieux besoin de repos. Lorsque, par l'effet de l'initiative privée, vous ne pouvez légalement que leur laisser un libre cours, sauf à reprimer sévèrement les délits d'outrages ou d'excitation à la désobéissance aux lois, la politique des lieux publics dont elles se rendraient coupables, comme vous l'avez exercée sous honorable prédécesseur M. de Goulard, par une extrême réserve à agir de vous-même, et à ne vous laisser solliciter que par une autorité supérieure.

Je vous prie, au nom de la République française, d'exprimer à vos préfets une forme notre bien entendue pour la continuation des bons rapports qui existent entre la France et la Suisse, et la ferme intention de notre pays de faire tout ce qu'il pourra pour assurer la paix générale.

Agréez, monsieur, etc., etc.

Signé : BROGLIE.

Voici la réponse du gouvernement suisse :

A Monsieur le docteur Kern, ambassadeur du gouvernement suisse à Paris.

Monsieur le ministre,

Le chargé d'affaires du gouvernement français, M. le comte de La Londe, vient de communiquer au Président de la Confédération helvétique une dépêche de M. le duc de Broglie, ministre des affaires étrangères, par laquelle il annonce la nomination officielle du maréchal Mac-Mahon.

Le conseil de la Fédération vous charge d'exprimer au maréchal Mac-Mahon les vœux qu'il continuera de faire pour le bonheur de la France et le développement de ses institutions républicaines.

La Fédération suisse est heureuse d'avoir l'assurance que le gouvernement français gardera pour la Suisse l'amitié et le bon vouloir dont la France a donné des preuves à diverses reprises.

Le conseil de la Fédération, de son côté, fera son possible pour sauvegarder et fortifier les relations qui relient les deux peuples.

En vous faisant l'interprète de ces sentiments, vous voudrez bien, monsieur le ministre, ajouter à cette assurance les expressions des vœux que le conseil fédéral forme pour la personne de l'homme illustre à laquelle la confiance de l'Assemblée nationale a mis le pouvoir exécutif.

Agréez, etc., etc.

Au nom du conseil de la Fédération :

Le président,

SCHERER.

Le chancelier de la Fédération,

SCHIESS.

Les préfets des départements ont reçu la dépêche suivante :

Versailles, le 5 juin 1873.

CONFIDENTIELLE.

Monsieur le préfet, depuis plusieurs jours, on fait circuler dans quelques grandes villes des formules d'adresses tendant toutes à apprécier dans un sens soit favorable, soit hostile, les événements parlementaires du 24 mai.

Le gouvernement croit être l'interprète fidèle des sentiments de la Chambre, en manifestant les siens. Il croit pouvoir ajouter qu'il sait, quoi qu'en soit l'esprit, de pareilles manifestations n'aboutiraient qu'à agiter inutilement le pays, qui éprouve un si impérieux besoin de repos. Lorsque, par l'effet de l'initiative privée, vous ne pouvez légalement que leur laisser un libre cours, sauf à ré